

mieux vaut tard...

LE gouvernement en est arrivé à ce point qu'il ne se soucie même plus de savoir si les mensonges de sa propagande ont au moins une apparence de vraisemblance. On sait que M. Terrenoire a déclaré, à l'issue d'un Conseil des ministres, que les manifestations du 19 décembre étaient « manipulées » par le P.C.

Bien sûr, personne ne « marche ».

On sait que l'initiative avait été prise par quatre grandes organisations syndicales. De plus, c'est un fait incontestable qu'à leurs militants et à ceux du P.S.U. ou du P.C., se sont joints non seulement beaucoup d'inorganisés, mais aussi de nombreux militants de la S.F.I.O. bien que la direction de celle-ci ait encore marqué quelque réserve dans ses mots d'ordre. Dans les départements, les fédérations S.F.I.O. se sont souvent plus nettement engagées.

Des conseillers municipaux S.F.I.O. de la Seine ont été victimes de la brutalité policière. Au lendemain des manifestations, le comité directeur de la S.F.I.O. a publié un communiqué. Celui-ci proteste contre « la scandaleuse répression ». Mais la partie la plus intéressante de ce texte est la suivante :

« Par le chantage, le bluff, la peur et l'action terroriste, les hommes de l'O.A.S. ont créé un courant attentiste de lâcheté et de complaisance dans bien des milieux y compris dans les corps de l'Etat. Cette dégradation morale a été rendue possible par le comportement de l'exécutif. La passivité du président de la République et le caractère de complicité envers les factieux d'une partie de l'action gouvernementale ont encouragé l'attentisme... Les manifestants antifascistes sont sauvagement frappés alors qu'on fait appel à l'action populaire lorsqu'une révolte ouverte menace de balayer le régime. Au contraire, les factieux continuent d'échapper à une répression verbale et inconsistante. »

C'est la première fois que la direction de la S.F.I.O. renonce à sa traditionnelle distinction entre le méchant Debré et le bon de Gaulle. Jamais encore elle n'avait aussi directement mis en cause le président de la République. Cela ressemble fort à une autocritique.

N'en doutons pas : si aujourd'hui Mollet doit contresigner des déclarations de cette nature, c'est parce que les militants sincères voient bien la réalité politique du régime gaulliste. Cette évolution ne fait que commencer. Les événements la précipiteront. Notre action doit y contribuer.